EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

EDITION FRANÇAISE
 Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
 Résidence Générale de France à Rabat, Maroc)

ON PEUT S'ABONNER :
 A la Résidence de France à Rabat
 et dans tous les bureaux de postes.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ABONNEMENTS :			
	MAROC	FRANCE et Colonies	ÉTRANGER
3 MOIS	3 50	4 fr.	4 50
6 MOIS	6 "	7 "	8 "
1 AN	10 "	12 "	15 "

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE :

	PAGES
I. — Dahir instituant une Commission de réforme fiscale	115
II. — Dahir portant nomination d'une Commission chargée d'élaborer un projet de décret réglementant le régime foncier de l'Empire Chérifien	116
III. — Dahir relatif à l'organisation du Comité consultatif de l'élevage	116
IV. — Note sur l'application du Dahir du 18 Avril 1913, portant nomination du personnel de l'Administration centrale	117

PARTIE NON OFFICIELLE :

V. — Renseignements économiques — Notice relative au territoire du Boucheron	117
VI. — Avis concernant les relations entre la France et le Maroc par Bordeaux	118

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR

Instituant une Commission de Réforme Fiscale

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire fortuné, ainsi qu'à nos sujets :

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très haut en illustrer la teneur — ce qui suit :

Considérant que l'article VII du Traité de Protectorat du 30 Mars 1912 dispose que le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne se réservent de fixer, d'un commun accord, les bases d'une réorganisation financière qui, en respectant les droits conférés aux porteurs de titres des emprunts publics marocains, permette de garantir les engagements du Trésor Chérifien et de percevoir régulièrement les revenus de l'Empire ;

Considérant que le développement économique de Notre

Empire nécessite l'installation de services publics plus nombreux et plus modernes :

Considérant que l'emprunt contracté avec la garantie du Gouvernement Français, à l'effet de doter notre Empire d'institutions reconnues nécessaires à sa prospérité et d'un outillage économique destiné à mettre en valeur ses richesses naturelles, aura pour conséquence des charges financières dont le Gouvernement Chérifien doit s'efforcer de dégager la France au plus tôt ;

Qu'il y a lieu, par suite, de rechercher toutes mesures de nature à améliorer le régime fiscal de Notre Empire et à le doter d'un système d'impôts à grand rendement.

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué, sous la présidence de notre Ministre des Finances, une Commission de réforme fiscale composée du Secrétaire Général du Protectorat, du Secrétaire Général de notre Gouvernement, du Directeur Général des Finances, du Directeur Général Adjoint des Services Financiers, du Chef du Service des Domaines, du Chef des Services Economiques, du Chef du Bureau Politique, du Chef du Bureau Diplomatique, Membres ; du Chef du Service du Budget, Secrétaire.

ART. II. — Cette Commission a pour mission : 1° d'étudier toutes améliorations à apporter aux impôts actuels ; 2° d'élaborer un régime fiscal permettant de faire face aux nécessités budgétaires de Notre Empire, par l'établissement d'impôts ou de taxes les mieux appropriés aux habitudes de nos sujets, les plus équitables et les plus productifs.

ART. III. — La Commission devra nous saisir, au cours de ses travaux, des projets par elle élaborés dès que les dits projets seront en état d'être mis en application.

Fait à Marrakech, le 13 Djoumada el Oula 1331.
 (20 Avril 1913).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 Mai 1913.

Le Commissaire Résident Général,
 LYAUTEY.

DAHIR

portant nomination d'une Commission chargée d'élaborer un projet de décret réglementant le régime foncier de l'Empire Chérifien

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire fortuné, ainsi qu'à nos sujets ;

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très haut en illustrer la teneur — ce qui suit :

Considérant que les transactions immobilières provoquent dans Notre Empire de nombreux litiges, en raison de l'incertitude des droits de propriété ;

Considérant qu'il nous paraît, en conséquence, opportun de mettre à l'étude un régime foncier fondé sur les principes admis en Tunisie et dans diverses colonies françaises et étrangères, et qui, tout en procurant aux acheteurs un titre inattaquable, devrait, en même temps, par une procédure appropriée, garantir les droits acquis et sauvegarder les intérêts de nos sujets :

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ :

ARTICLE I. — Il est institué, sous la présidence de notre Ministre de la Justice, une Commission composée du Secrétaire Général du Protectorat, du Secrétaire Général du Gouvernement Chérifien, du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint des Finances, du Chef du Bureau Diplomatique, du Chef du Service des Domaines, du Chef du Bureau Politique, d'un fonctionnaire du Bureau des Domaines, Secrétaire.

Art. II. — Cette Commission a pour mission d'élaborer un projet de décret portant réglementation du régime foncier de Notre Empire.

Fait à Marrakech, le 13 Djoumada el Oula 1331.
(20 Avril 1913).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 Mai 1913.

Le Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

DAHIR

relatif à l'organisation d'un Comité Consultatif de l'élevage

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A nos serviteurs intègres, les Gouverneurs de nos villes fortunées et les Caïds de nos tribus ;

Considérant qu'il importe au premier chef, pour la prospérité de nos sujets, de développer dans notre Empire les richesses de l'élevage ;

Qu'il nous paraît, en conséquence, nécessaire de créer un Comité chargé d'étudier, avec l'unité de vue et d'esprit nécessaires, les questions concernant l'élevage et les mesures propres à en assurer le développement, telles que la défense contre les épizooties, l'organisation d'un service de bactériologie, les questions fiscales, douanières, de transport et toutes autres questions connexes ;

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très haut en illustrer la teneur — que Notre Majesté Chérifienne a décidé :

TITRE I

COMPOSITION DU COMITÉ

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans Notre Empire, un Comité Consultatif de l'élevage chargé d'étudier toutes les questions concernant l'élevage (races bovine, ovine, porcine, chevaline, autruches, etc.)

Art. II. — Ce Comité est composé de Notre Ministre des Finances, Président, assisté ou suppléé par le Chef du Service de l'Agriculture, du Chef du Service des Etudes et Renseignements Economiques, du Chef du Bureau Politique, du Chef du Service Vétérinaire, du Chef du Service des Remontes et Haras Chérifiens, d'un notable français et d'un notable marocain, choisis parmi les propriétaires, chefs d'exploitations, régisseurs se livrant à l'élevage, et généralement, parmi les personnes qui ont une compétence particulière ou des intérêts spéciaux dans ces questions.

Art. III. — Les deux membres notables de Notre Comité, sont nommés par Nous pour une période d'une année.

Leurs pouvoirs sont renouvelables.

Art. IV. — Le Comité peut s'adjoindre un Secrétaire qui assistera aux séances, sans prendre part aux délibérations, et qui sera chargé de la conservation des archives du Comité.

TITRE II

ATTRIBUTIONS DU COMITÉ

ART. V. — Le Comité Consultatif de l'élevage se réunit sur la convocation de Notre Ministre des Finances, ou de son suppléant.

ART. VI. — Le Comité Consultatif de l'élevage a pour attributions :

1° De donner à Notre Gouvernement les avis et renseignements qui lui sont demandés sur les mesures propres à assurer la prospérité de l'élevage, telles que la défense contre les épizooties, l'organisation d'un service bactériologique, ainsi que sur les questions fiscales, douanières, de transport, et toutes autres pouvant intéresser l'élevage.

2° De présenter à Notre Gouvernement ses vœux sur les mêmes objets.

ART. VII. — Le Comité Nous adresse chaque année, ainsi qu'au Commissaire Résident Général, un rapport sur ses travaux et sur la situation de l'élevage dans notre Empire.

Fait à Marrakech, le 7 Djoumada el Oula 1331.

(14 Avril 1913).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 Mai 1913.

Le Commissaire Résident Général.

LYAUTEY.

NOTE

sur l'application du Dahir du 18 Avril 1913, portant nomination du personnel de l'Administration civile

Le Dahir du 18 Avril 1913 (*Bulletin Officiel* du 22 Avril), portant nomination du personnel de l'Administration civile, a fixé l'assimilation et le classement de l'ensemble des fonctionnaires actuellement en service au Protectorat. Certains de ces fonctionnaires, qui exercent ou sont destinés à exercer des fonctions spéciales, se sont trouvés compris dans la classification générale.

Cette mesure d'ordre a seulement pour objet de faire bénéficier les intéressés, dès maintenant, d'un statut régulier et de préciser leurs droits à la solde et aux indemnités diverses. Il demeure d'ailleurs entendu que les agents exerçant des fonctions spéciales continueront dans la pratique à porter le titre auquel leurs attributions leur donnent droit.

L'organisation de nouveaux services est actuellement à l'étude. Au fur et à mesure des besoins de l'Administration du Protectorat, de nouvelles catégories d'emplois seront créées et les divers agents visés ci-dessus pourront trouver dans ces cadres leur place normale, en rapport avec leurs fonctions antérieures et leurs spécialités.

PARTIE NON OFFICIELLE

RENSEIGNEMENTS ÉCONOMIQUES

NOTICE RELATIVE AU TERRITOIRE DU BOUCHERON

70.000 hectares — traversés du nord-ouest au sud-est par l'Oued Zemren. Au sud, plaine — pays de grande culture. Au nord, montagne et forêt — pays d'élevage et moyenne culture. Densité moyenne : 27 habitants au klmq.

Tribus : Medakra — Oulad-Ali.

I. — Labours.

Charrue arabe ; pas de labours de printemps.
La charrue française profonde n'est pas à recommander.
Champs bien entretenus, pas de broussailles.
Ensemencement : 40 kgr. d'orge et 30 kgr. de blé par jour en moyenne, soit 1/3 d'hectare par jour.

II. — Céréales.

Culture du froment très développée.

Semences annuelles : 22.000 quintaux de blé dur ;
17.000 quintaux d'orge ;
15.000 quintaux de pois chiches ;
2.000 quintaux de graine de lin ;
1.000 quintaux de maïs.

Rendement moyen à l'hectare : 12 à 20 quintaux.

Il y a deux maladies du froment : le charangar et la rouille.

Les santerelles apparaissent tous les 5 ou 6 ans.

III. — Plantes industrielles.

Pas d'alfa ni de tabac.

Peu de palmiers nains.

a) Lin — cultivé depuis 40 ans — rapporte beaucoup — mais épuise le sol. Les Arabes commencent à l'abandonner.

b) Pois chiches — exige des précautions, pour les semences, mais rapporte beaucoup — rendement 25 quintaux à l'hectare. Prix du quintal : 20 fr. — Vente assurée à Casablanca (export).

c) Maïs — nécessité terrains très humides — d'où espaces limités — rendement moyen : 20 quintaux à l'hectare. Prix : 10 fr. le quintal — culture très productive.

d) Kosbor ou coriandre — culture rémunératrice — ne craint pas de maladie.

e) Halleba ou Fenugre — pas très bon rapport.

f) Lentilles — culture peu développée — craint la rouille.

IV. — Cultures fourragères.

Peu de prairies naturelles — pas de réserves de fourrage — essais de luzerne et de trèfle d'Alexandrie très satisfaisants, mais peu de terrains prospères.

V. — Cultures maraîchères.

Totalement ignorées — rien à faire pour un colon, par suite d'absence d'agglomération à proximité.

Mauvais terrain pour les pommes de terre — bon pour autres légumes.

VI. — Arbres fruitiers.

Figuiers peu productifs — vignes réussissent bien — oliviers sauges.

Pépinière créée au Bureau des Renseignements.

VII. — Outillage agricole.

Charrues arabes attelées de 2 bêtes (souvent cheval et bœuf). Faucheuses, moissonneuses et machines à battre seraient acceptées par la population. Il faudrait qu'un Euro-

péen procède par entreprise ; perspective de succès. Un essai a été fait par un colon des Oulad-Ali, pour son propre compte, avec une moissonneuse et une batteuse.

VIII. — Engrais.

Les indigènes, bien conseillés, accepteraient les engrais ; plus de terrains incultes ; nécessité prochaine de gros rendements. Le seul engrais est le fumier de mouton que laissent les douars nomades.

Pas de guanos et sans doute pas de phosphates dans la région.

IX. — Commerce.

a) *Céréales.* — Vendues à Casablanca (transport par chameaux loués) ou achetés par les Zaers qui apportent bois, charbon, goudron. Environ 30.000 quintaux par an vendus hors de la tribu. Pois chiches, lin, coriandre, vendus à Casablanca.

b) *Bétail.* — Bœufs, vaches et moutons se vendent bien. On pourrait développer le commerce des chevaux et mulets. Achat de bétail aux Beni Meskine et Ourdigha pour les engraisser dans la forêt des Medakra (Boucheron) et revente à Casablanca avec gros bénéfices. En même temps, vente aux Beni Meskine et Ourdigha de sucre et étoffes à des prix très avantageux.

c) *Bois.* — Les Medakra fournissent le bois à une grande partie de la Chiaouia, qui n'a pas de forêts :

1^o : Les Kenatra : grosses poutres de thuya ;

2^o : Les Broumi : petites poutres de thuya ; servent pour la construction des maisons.

d) *Laine.* — Pas encore de renseignements précis.

e) *Peaux.* — Vendues à Casablanca.

X. — Foires et marchés.

6 marchés hebdomadaires.

(Le principal est Souk el Khemis des Ahlafs).

Grand commerce de bois et d'animaux (fréquenté par les Zaers).

XI. — Conditions du travail.

3 sortes d'ouvriers indigènes agricoles :

a) Les khammès qui ont droit au 1/5 des récoltes provenant des labours par eux exécutés ; part annuelle moyenne : 120 réaux.

b) Les bergers engagés à l'année, — 12 douros par an et nourris ; quelquefois aussi part dans les produits (1/4).

c) Ouvriers salariés (moissonneurs) : 2 pesetas par jour et nourris. Viennent des Beni Meskine et Doukkala.

Main-d'œuvre abondante.

XII. — Propriété Immobilière.

Peu de terrains de vaste étendue à vendre ; quelques terrains de collectivité ou habous dans la zone montagneuse et forestière.

XIII. — Colonisation rurale.

Surtout association agricole entre Européens de Casablanca et indigènes :

41 associés avec des Français ;

36 associés avec des étrangers ;

Les indigènes n'aiment pas à vendre leurs terres ; la propriété est très morcelée.

8 Européens ont acquis des terres de valeur moyenne : environ 800 hectares en tout. Prix moyen : entre 250 et 600 P. H. l'hectare. On recommande l'installation d'un petit moulin (moteur à pétrole).

CONCLUSION ET RÉSUMÉ

La région comprend 70.000 hectares divisés en montagnes et forêts au Nord et plaines au Sud. La densité moyenne est de 27 habitants au kmq ; la principale tribu est celle des Medakra.

Peu de terrains à vendre, car la propriété est très morcelée et les indigènes tiennent à cultiver eux-mêmes leurs terres. Les principaux produits sont : les céréales, les pois chiches, la coriandre et le bois (bois de construction). On pourrait développer l'élevage, car le bétail de la région est fort apprécié.

Le lin, d'abord cultivé, est un peu délaissé, car il épuise la terre ; il sera bientôt temps d'apporter des engrais pour augmenter le rendement des terres.

Un entrepreneur, pour faucher, moissonner et battre le blé avec des machines, gagnerait de l'argent.

Région riche (pas de terrains incultes) destinée à rechercher très prochainement des plus gros rendements par l'emploi des méthodes européennes.

AVIS

RELATIONS ENTRE LE MAROC ET LA FRANCE PAR BORDEAUX

En vue de faciliter le développement des relations entre le Maroc et la France, la Compagnie d'Orléans et la Compagnie Générale Transatlantique ont établi des billets directs simples et d'aller et retour des 3 classes, de Casablanca à Paris-Quai d'Orsay, ou vice-versa, via Bordeaux-Saint-Jean.

Ces billets sont, de plus, combinés de manière à permettre de faire, soit tout le trajet en l'une des trois classes, soit le trajet par fer en 1^{re} classe et par mer en 2^e classe, soit enfin par fer en 2^e classe et par mer en 3^e classe.

Le tableau ci-après fixe les prix et les conditions de transport des voyageurs et de leurs bagages :

**CHEMINS DE FER DE PARIS A ORLÉANS
ET COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE**

Transports à Grande Vitesse

TARIFS INTERNATIONAUX (G. V.) Nos) 201 (billets simples)
202 (billets d'aller et retour)

POUR LE TRANSPORT DES
VOYAGEURS ET DES BAGAGES

Relations de Paris avec le Maroc

Via Bordeaux

Il est délivré aux voyageurs se rendant de Paris au Maroc, ou inversement, des billets directs aux prix ci-après :

PARCOURS	DISTANCE du parcours par terre	Billets simples														
		1 ^{re} classe Chemin de Fer et Paquebots	1 ^{re} classe Chemin de Fer	2 ^e classe Paquebots	2 ^e classe Chemin de Fer et Paquebots	2 ^e classe Chemin de Fer	3 ^e classe Paquebots	3 ^e classe Chemin de Fer et Paquebots	1 ^{re} classe Chemin de Fer et Paquebots	1 ^{re} classe Chemin de Fer	2 ^e classe Paquebots	2 ^e classe Chemin de Fer et Paquebots	3 ^e classe Chemin de Fer	3 ^e classe Chemin de Fer et Paquebots	3 ^e classe Chemin de Fer et Paquebots	
De Paris-Quai d'Orsay à Casablanca, ou <i>vice versa</i> via Bordeaux-St-Jean.	588	Places entières					Demi-Places									
		205.85	175.85	151.45	114.45	99	102.95	87.95	77.25	57.25	49.50					
		Billets d'aller et retour														
		Places entières					Demi-Places									
		328.80	278.80	251.10	186.10	161.35	161.10	139.10	125.55	93.05	80.70					

AVIS IMPORTANT

Les navires mi-rtes du Service accéléré ne prennent que des passagers de 2^e et 3^e classes.

Nota. — Les prix ci-dessus comprennent les frais de nourriture sur les paquebots.

Ils ne comprennent pas : les droits de port à Bordeaux (1^{re} classe, 5 fr. ; 2^e classe, 3 fr. ; 3^e classe, 2 fr.), ni le coût des billets qui est fixé à 1 fr. 10 pour frais de confection, timbre de dimension et timbre-quittance.

En outre, les voyageurs ont à pourvoir, à leurs frais, au transport de leur personne et des bagages qu'ils conservent avec eux, de la gare de Bordeaux-St-Jean au quai d'embarquement, et inversement.

Les billets sont délivrés à Paris, par les gares de Paris (Quai d'Orsay et Austerlitz), par le bureau succursale, 8, rue de Londres, par la Compagnie Générale Transatlantique, 6, rue Auber, et dans les ports du Maroc, par les Agents de cette Compagnie.

CONDITIONS

Voyageurs

Billets. — Les billets sont personnels et ne peuvent être transférés. Ils ne sont valables qu'autant qu'ils portent la signature des ayants droit, le timbre à date de l'Agence d'émission et de la gare de départ. Ils doivent être présentés à toute réquisition des Agents des Administrations auxquels les voyageurs sont tenus de donner leur signature chaque fois qu'elle leur est demandée.

La couverture des billets sans les coupons qui doivent s'y trouver et les coupons sans la couverture n'ont aucune valeur. En conséquence, il est recommandé aux voyageurs de veiller à ce que les Agents des Compagnies ne retirent que les coupons afférents aux trajets parcourus.

Validité. — Les billets simples sont valables pendant quinze jours et les billets d'aller et retour pendant trois mois pour le voyage entier d'aller et retour.

La validité des billets d'aller et retour peut être prolongée d'une ou deux périodes de 30 jours, moyennant le paiement d'un supplément égal à 10 % du prix initial du billet pour chaque prolongation.

La demande de prolongation doit être faite et le supplément payé avant l'expiration de la période pour laquelle la prolongation est demandée. Cette formalité peut être remplie, soit au point de départ, soit aux principales gares du parcours par fer.

Les billets non utilisés dans les délais ci-dessus sont nuls et sans valeur et le montant en reste acquis aux Compagnies.

Enfants. — Sur les chemins de fer, les enfants sont transportés gratuitement jusqu'à 3 ans, mais n'ont pas droit à une place distincte ; de 3 à 7 ans, ils paient la moitié des prix fixés au présent tarif, sous réserve que dans un même compartiment deux enfants de cet âge ne peuvent occuper que la place d'un voyageur. Au-dessus de 7 ans, les enfants paient place entière.

Sur les paquebots, les enfants au-dessous de 3 ans sont transportés gratuitement à raison de un par famille, mais ils n'ont pas de couchette désignée et doivent coucher avec leurs parents ; de 3 à 7 ans, ils paient demi-place et il est accordé une couchette pour deux enfants payant chacun une demi-place. Au-dessus de 7 ans, les enfants paient place entière.

Places à bord. — Le voyageur doit retenir, autant que possible, à l'avance, sa couchette à bord des paquebots, en s'adressant soit par lettre, soit par dépêche à l'Agent de la Compagnie Générale Transatlantique, à Bordeaux.

Faute de de cette inscription faite à l'avance, le voyageur s'expose à ne pas avoir de couchette sur le paquebot en partance.

Les Administrations déclinent, dans ce cas, toute responsabilité.

Les billets de passages doivent être visés par l'Agence au quai d'embarquement, deux heures avant le départ du navire, et contrôlés par l'officier de service du bord.

Arrêts. — Le voyageur peut s'arrêter à des gares intermédiaires situées entre la station de départ et la station inscrite sur son billet, à la condition de faire viser, dès l'arrivée, son billet par le Chef de la gare où il s'arrête.

Cette faculté n'est pas accordée aux porteurs de coupons « Retour » dont la validité est arrivée à expiration en cours de voyage.

Trains-bateaux. — Les billets sont valables par tous les trains comportant des voitures de leur classe, sauf les réserves portées à la connaissance du public par les affiches et livrets-horaires de la marche des trains.

La Compagnie Générale Transatlantique n'est pas responsable des retards ou des manques de coïncidence pouvant se produire dans telle ou telle escale, par suite des réquisitions ou des nécessités postales ainsi que des interruptions de service causées par les quarantaines, par les grèves ou tout autre cas de force majeure. Toutefois, lorsque ces retards ou interruptions se produiront, la durée de validité des billets sera prolongée, sur la demande faite par les voya-

geurs aux Agents de la Compagnie Générale Transatlantique, d'un délai égal à la durée même du retard ou de l'interruption.

Changement de classe. — Domestiques. — Les voyageurs qui désirent occuper une classe supérieure à celle portée sur leur carnet ont à payer la différence entre le prix de la classe de leur carnet et celui de la classe supérieure qu'ils désirent occuper.

Les domestiques accompagnant des passagers de 1^{re} classe ne sont admis à bord des paquebots qu'en 2^e classe ; ils ne peuvent rester dans les aménagements de 1^{re} classes, pour le service de leurs maîtres, que le temps rigoureusement nécessaire. Ils ne peuvent, non plus, prendre leurs repas à la table commune des passagers de 1^{re} classe.

Bagages

Tout colis doit porter, en caractères très apparents, le nom du passager et sa destination.

Il est interdit aux passagers de remettre comme bagages des marchandises et des objets autres que ceux qui servent à leur usage personnel.

La Compagnie Générale Transatlantique ne répond pas des bagages non enregistrés, elle ne répond pas non plus des espèces, bijoux et autres objets précieux qui n'auraient pas été déclarés à l'officier de service du bord et déposés entre ses mains.

Ces objets sont taxés comme valeur.

Tout passager qui aura embarqué de la poudre, des allumettes ou d'autres objets d'une nature dangereuse, sera passible d'une pénalité de 2.000 francs envers la Compagnie Générale Transatlantique, indépendamment des dommages qui pourraient résulter de la fausse déclaration et des peines prononcées par la loi du 18 juin 1870.

Enregistrement. — Les bagages au départ de France peuvent être enregistrés directement dans les conditions ci-après :

— Les gares de Paris (Quai d'Orsay ou Austerlitz) seules sont admises à enregistrer directement les bagages pour Casablanca.

Les dispositions suivantes sont appliquées aux bagages enregistrés directement.

Les bagages doivent être classés par le voyageur en deux catégories :

- Ceux qu'il désire conserver dans sa cabine ;
- Ceux qui devront être chargés à fond de cale.

Chacune de ces catégories donne lieu à un enregistrement distinct :

1^o — **Bagages de cabine.** — Les bagages de cabine sont enregistrés jusqu'au quai d'embarquement à Bordeaux, où ils sont délivrés au voyageur contre remise du bulletin.

2^o — **Bagages de cale.** — Les bagages de cale sont enregistrés directement de Paris pour Casablanca où les passagers doivent assurer eux-mêmes le débarquement, dont les frais restent à leur charge.

Il est accordé aux voyageurs les franchises ci-après :

Sur le réseau d'Orléans — 30 kilogr. par billet à place entière et 20 kilogr. par billet d'enfant payant demi-place.

Sur les paquebots de la Compagnie Générale Transatlantique :

Par place de 1^{re} classe : 400 kilos.
 — 2^e — 60 —
 — 3^e — 30 —

Cette franchise est réduite de moitié pour les enfants payant demi-place.

Au départ de Casablanca, les bagages ne sont enregistrés que jusqu'à Bordeaux, où les voyageurs sont tenus d'assister en personne à la visite par la Douane.

Calcul de la taxe. — Les excédents sont taxés à raison de :
 a) 2 fr. 37 par fraction indivisible de 10 kilos, sur le chemin de fer (parcours Paris-Bordeaux-St-Jean).

b) 0 fr. 60 par fraction indivisible de 10 kilos, sur les paquebots de la Compagnie Générale Transatlantique.

Dispositions spéciales aux vélocipèdes. — Les vélocipèdes doivent être emballés et sont admis à l'enregistrement direct

pour Casablanca, dans les conditions ci-dessus, moyennant le paiement, tant des taxes P. O., que des taxes suivantes perçues au profit exclusif de la Compagnie Générale Transatlantique.

Bicycles et bicycelles.	10 francs l'un.
Tricycles	20 —
Motocyclettes	15 —
Tricycles automobiles.	50 —

Bicycles, bicycelles, tricycles et motocyclettes à plusieurs places, 5 francs de plus par siège au-dessus d'un.

Factage à Bordeaux. — Indépendamment des taxes ci-dessus, il est perçu, outre le droit fixe de 0 fr. 10 pour chaque enregistrement, des frais de factage pour la traversée de Bordeaux qui sont fixés à 0 fr. 45 par fraction indivisible de 10 kilogrammes avec minimum de perception de 1 fr. 50 par enregistrement.

Le délai de transmission des bagages entre la gare de Bordeaux-St-Jean et le quai d'embarquement à Bordeaux est fixé à six heures, non compris la période de nuit de 6 heures du soir à 6 heures du matin.